

CONTRIBUTION AUX DEBATS DU 66° CONGRES
DE L'UNEF

Reims du 25 au 28 Avril 1980

Vingt membres de l'AGE du Panthéon (Paris 5°), ont décidé de présenter une contribution aux débats de notre 66° Congrès. Le projet de résolution présenté répond à une orientation que nous n'acceptons pas.

Face à l'accroissement de l'austérité et à une de ses principales manifestations: le salariat étudiant; face à la restructuration des filières et à la reprise en main du contenu idéologique de l'enseignement; face à l'absence de statut pour les étudiants, à l'incertitude grandissante de tous les corps de l'enseignement que nous propose le projet de résolution:

-Développer "une nouvelle solidarité" qui se résume à détruire les structures actuelles de l'organisation pour les remplacer par des "commissions" indépendantes du syndicat dans lesquelles les étudiants-adhérents aideraient les autres étudiants à préparer leurs diplômes.

-Accorder une indépendance des élus alors que les impératifs de lutte nous incitent au contraire à les contrôler plus étroitement.

-De plus, l'analyse du rôle de l'université, la "formation" qui y est dispensée, les différentes manifestations de la sélection et de la spécialisation sont absentes du texte.

Nous ne pouvons défendre, ni même amender une telle orientation.

Nous nous prononçons pour la défense de l'organisation telle que le Congrès de Villetaneuse l'a définie; Pour une orientation offensive qui clairement définisse les objectifs et toutes leurs manifestations, et appelle à la lutte contre les responsables.

L'université comme privilège étroit, réservé à une toute petite minorité est morte depuis longtemps; ce constat tout le monde le fait, mais qu'est-elle devenue aujourd'hui ?

Les réponses quand elles existent sont des plus floues.

Nous proposons quelques éléments de réponses à cette question, conscients que la juste appréhension des transformations de l'université ne peut être que le fruit d'une réflexion collective de tout le syndicat.

L'université n'existe pas en dehors de la société actuelle, de ses lois, de ses contradictions bien sûr, mais plus encore elle n'existe que parce qu'elle a une fonction précise à remplir dans cette société.

Définir cette fonction est notre premier objectif.

De 30 000 en 1900 le nombre d'étudiants passe à 139 000 en 1950 puis tout à coup la croissance devient exponentielle :

215 000 en 1960

413 000 en 1965

700 000 en 1971

860 000 en 1980 (chiffres INSEE)

Cette croissance soudaine et rapide du nombre d'étudiants (conséquence de la transformation de la société) est le symptôme de la transformation de l'université.

En effet, la croissance extraordinaire qui a suivi la guerre dans les pays développés et l'introduction massive des sciences et la technique dans la production ont développé la nécessité de former une main d'oeuvre directement liée aux besoins conjoncturels. Car, la possession d'une "qualification" n'implique nullement l'occupation d'un poste correspondant dans la production, c'est oublier le processus qui tend à surqualifier une élite et qui déqualifie la grande masse des étudiants.

Cette "formation" universitaire a pour corollaire l'approfondissement de la division travail intellectuel-travail manuel qui prend des formes diverses: division entre travail d'exécution et fonctions d'organisation, entre études technologiques et fabrication, division entre plusieurs types d'exécutions...

De 1954 à 1962 pour un accroissement de 8 % des ouvriers et 16 % des employés nous assistons à un accroissement de

+ 163 % des hommes de sciences et assimilés

+ 56 % des professeurs et professions libérales

+ 44 % ingénieurs et cadres supérieurs

+ 29 % techniciens et cadres moyens

Cette progression a sensiblement gardé les mêmes proportions jusqu'aux années 1970.

C'est l'université et l'enseignement supérieur en général qui a eu et a toujours pour rôle de former cette main-d'oeuvre

La transformation de la vieille université est une condition nécessaire au capitalisme pour former une main-d'oeuvre ayant le niveau de "qualification" requis aux nouvelles conditions de la production capitaliste.

Entendons nous : les mesures prises par le pouvoir ne sont pas essentiellement conjoncturelles. Elles ne manquent ni de cohérence, ni de constance parce qu'elles s'inscrivent dans une logique de redéploiement.

Très vite, la formation de cette main-d'oeuvre a représenté un enjeu: Les réformes à elles seules sont un indice révélateur du but poursuivi. Il s'agit de contrôler et d'orienter la formation des étudiants en vue de leur adaptation rapide aux exigences de la production.

C'est le sens des premières réformes (En 1967, celle de Fouchet. En 1969, loi d'orientation) qui mettaient en place les nouvelles filières immédiatement nécessaires : Création des IUT; introduction de l'informatique; division de l'enseignement des sciences et de l'économie (gestion marketing, économie générale, comptabilité...)

Cette vague de réformes n'a pas été sans conséquences. Elles ont constitué une première étape d'une stratégie de redéploiement. Il s'agissait alors de déterminer d'une part le nombre d'étudiants et d'autre part le contenu de la formation dispensée.

Le défaut de toute planification gouvernementale à évaluer ces deux données n'empêche pas à ces mesures de constituer un tout cohérent, impulsant la restructuration de l'appareil universitaire.

Les réformes du DEUG (1973) et du 2^o et 3^o cycles (1975-1976) ont en outre abouti à la mise en place de filières de formation polyvalente (permettant une spécialisation rapide et à moindre frais à la sortie) Dans le même temps, ces réformes fixent trois grands sélectifs de formation : DEUG ; Licence ; Maîtrise.

Parallèlement, se sont constituées des filières de formation étroitement spécialisées, et censées déboucher directement sur un emploi: ce sont les filières d'élite.

Elles ne sont pas d'élite parce que plus "nobles" que les autres mais parcequ'elles débouchent sur un travail salarié sans formation supplémentaire.

Cette analyse descriptive nous conduit à l'année 1976 qui a constitué un tournant dans l'application des réformes pour plusieurs raisons:

- 1- La réforme des 2^o et 3^o cycles était la dernière grande réforme nécessaire au gouvernement pour modifier profondément l'université dans le sens souligné plus haut: orientation et contrôle de la formation supérieure.

2- Le mouvement étudiant de 1976 pousse encore plus dans ce sens.

Pas de réforme nationale pour diviser les capacités de réponses.

3- Paradoxalement pour des raisons sociales évidentes, il est nécessaire que les universités jouent pendant un cours laps de temps (3,5 peut-être 6 ans) le rôle de parking à chômeurs.

Ce qui gêne de manière contradictoire les projets de restructuration.

Aujourd'hui nous vivons les premières années d'une université grandement redéployée et nous commençons à voir très clairement ce que cela veut dire.

UNIVERSITES : AUSTERITE ET REDEPLOIEMENT

Pour mettre en oeuvre cette politique d'asservissement, deux moyens complémentaires apparaissent:

1- L'austérité

2- Le redéploiement

L'austérité se caractérise par une diminution du budget alloué au Ministère des Universités. Elle pèse ainsi sur l'ensemble des activités de l'enseignement et de la recherche; elle intervient comme moyen du redéploiement à travers l'allocation des crédits.

L'allocation des crédits conduit à la restructuration de l'appareil universitaire, c'est-à-dire au déplacement des centres de formation et de recherche vers les régions où est implanté l'appareil productif.

Le gouvernement opère ainsi des transferts autoritaires d'emplois et de crédits. Dans le même temps il oriente le développement et la création de filières de formation (qualifiées abusivement de "nouvelles") au détriment d'autres.

C'est ainsi qu'est mise en place la carte du redéploiement universitaire, mise en place effectuée de manière détournée par le biais de la redistribution des crédits (et des postes), du réexamen des habilitations des 2^o et 3^o cycles, des formations universitaires d'ingénieurs et des Maîtrises de Sciences et Techniques, du démantèlement des Ecoles Normales Supérieures, de la suppression des IPES, des attaques contre les IREM (diminution des postes ouverts aux concours), de l'orientation des activités scientifiques vers les créneaux rentables...

La dévalorisation, la différenciation des qualifications vont également de pair.

Elles ont deux effets complémentaires:

- 1- Baisse des crédits accordés à l'enseignement supérieur
- 2- Cette baisse permet de peser sur les rémunérations des diplômés sortant de l'université.

La dévalorisation: Elle permet d'entamer d'une part la qualité du contenu de l'enseignement et d'autre part de remettre en cause le caractère national des diplômes.

La différenciation: Le gouvernement s'est toujours efforcé de maintenir la coupure entre université et grandes écoles permettant ainsi un meilleur contrôle de la formation technique et idéologique des ingénieurs et des cadres. Les IUT entrent également dans ce processus: il envisage une modification des programmes des IUT dans un sens plus étroitement scolaire et professionnel.

Mais c'est dans l'université elle-même qu'on voudrait introduire une différenciation des formations, associée à une diversification et à une hiérarchisation des établissements.

Une première coupure est déjà introduite entre les enseignements pratiquant le *numerus clausus* (Architecture, Médecine, Pharmacie, Odontologie...) et les enseignements de type plus général (Sciences, Droit, Sciences Eco, Lettres...)

De plus, les projets de carte universitaire visent à établir une hiérarchie des universités.

Il y aurait les "meilleures" universités et peut-être "les meilleures" Grandes Ecoles assurant un éventail complet de formation de tous niveaux largement vivifiées par la recherche, et qui donneraient accès aux emplois les plus qualifiés.

Les autres universités limitées aux seules 1^o et 2^o cycles privées de moyens réels pour la recherche joueraient le rôle en quelque sorte de parking entre le Bac et la recherche d'un premier emploi et diffuseraient une formation à caractère général et donc polyvalente (sans véritable spécialisation).

Cette différenciation des formations est un moyen plus subtil de remise en cause de la valeur nationale des diplômes.

MAIN MISE IDEOLOGIQUE A L'UNIVERSITE

Il convient ici un aspect important, aux effets subtils: les rapports de l'université à l'idéologie. Trois axes d'analyses se dégagent.

- L'inculcation de l'idéologie dominante

a- Sous la forme d'un certain nombre de valeurs.

En effet, certain "valeurs" traditionnelles, mystificatrices sont portés en avant; par exemple, nous entendons parler de la Culture, du Savoir... Mais à quels pôles réels se rattachent de telles notions ?

D'autant plus que ces "valeurs" sont érigées de manière différente suivant les filières de formation. Pourquoi cette différenciation qui pourrait à priori apparaître arbitraire ? Il s'agit d'imposer qu'à tous les niveaux de la division sociale du travail, chacun agisse selon les nécessités du travail, du droit et de la politique patronale et se les représente comme des devoirs.

b- Au travers de comportements rituels.

Ainsi le travail d'étude est représenté comme un devoir... L'important c'est la note... Nous sommes libres de travailler ou de ne pas travailler au même titre que la force de travail est libre de se vendre ou non !

Ces comportements conduisent à intérioriser les normes du système.

Ces deux formes d'inculcation supposent l'assujettissement à des pratiques culturelles, éthiques, esthétiques, politiques... où se matérialise l'idéologie dominante

- Ce processus n'est cependant pas spécifique à l'université, il se retrouve dans tout l'appareil scolaire.

Mais l'université est le lieu où l'idéologie est validée comme science. Ce qui ne va pas sans contradictions.

Il existe d'abord une contradiction qui tient au décalage entre l'évolution des sciences et techniques et des capacités qu'elles engendrent et leur utilisation dans la société.

Cette contradiction en nourrit une autre: les connaissances acquises forment un outil qui peut être utilisé à des fins critiques.

- Enfin, la crise économique, politique et éthique que la société connaît depuis ces dernières années à entraîner dans le milieu étudiant la résurgence de vieux thèmes nihilistes contre tout pouvoir, toute structures, tout organisation...

LE MILIEU ETUDIANT

Au travers de l'analyse faite de l'université (c'est-à-dire de son adéquation de plus en plus poussée à la production capitaliste) la réalité du milieu étudiant apparaît plus clairement.

Dépassant le cadre du constat sociologique, éclairant l'hétérogénéité du milieu étudiant, il s'agit maintenant d'établir le rapport des étudiants à la réalité sociale.

Ce rapport est double:

- 1- Conséquences de l'austérité sur les conditions de vie et d'études.
- 2- Le devenir social des étudiants c'est à dire leur devenir professionnel.

Une telle approche conduit évidemment à une remise en cause du statut étudiant implicitement contenu dans le rôle même de l'université. C'est la partie visible de l'iceberg de la condition étudiante.

L'étudiant n'est pas comme la propagande gouvernementale voudrait le faire croire un privilégié de la société du fait qu'il subit la crise au travers de l'austérité qui sévit dans les facs et de l'inquiétude quant à son devenir social.

En effet, les conditions de vie et d'études déjà peu brillantes se dégradent aujourd'hui sous la pression des mesures concertées du patronat et du gouvernement; la baisse de l'aide accélère la tendance déjà forte à la salarisation durant les études et la recherche de petits jobs (46 % des étudiants travaillent à temps plein, à mi-temps ou de manière occasionnelle).

Les attaques contre la MNEF, les CROUS, les oeuvres et tous les acquis étudiants (conséquence logique de la politique d'asphyxie budgétaire du gouvernement) achèvent le panorama des difficultés de vie et d'études.

L'absence de crédits conduit aussi, autre aspect important, à faire des facultés des "déserts culturels". Tous ces faits sont nouveaux et forment le quotidien des étudiants. A cela s'ajoutent d'autres problèmes: la reproduction des discriminations sexistes, des ségrégations racistes et des inégalités sociales qui contribuent à fermer l'université alors qu'elle devrait être un lieu d'échange et de réflexion critique, contre ces vieux schémas exacerbés par une société en crise.

Pour clore le tout, l'étudiant pourtant majeur est considéré de fait comme un mineur social dépendant de sa famille, de l'Etat ou de petits jobs. Les 860 000 étudiants ne constituent pas une catégorie socialement homogène et vivent leur situation présente de façon très diverses du fait de leur origine et de leur devenir social. Mais le mouvement de la société, la tendance à la salarisation des couches moyennes, la crise même de l'ins-

stitution universitaire à laquelle ils sont tous confrontés, confortent les raisons objectives et subjectives qu'a la grande masse d'entre eux de participer à l'action pour des changements.

ELEMENTS DE PROPOSITIONS POUR UNE ORIENTATION SYNDICALE

Toute cette analyse doit trouver sa concrétisation dans les grandes orientations de notre syndicat. L'objet de ce texte est de tenter de mettre en lumière les fondements de notre action syndicale. Cinq grands axes se dégagent:

1- Les responsables sont clairement désignés: le gouvernement et le patronat. Lutter à l'université aujourd'hui, défendre les intérêts matériels et moraux des étudiants c'est lutter contre le gouvernement, le patronat et leur politique.

C'est clairement être anti-gouvernementale et anti-capitaliste.

2- Notre méthode et nos moyens d'action sont les luttes: une chose est la création de services tels que les coopératives, le service logement, le service juridique qui entravent les inégalités sociales à l'université; autre chose est de suppléer aux carences budgétaires conduisant à la suppression de services qui devraient normalement être pris en charge par l'université, services tels que les photocopies, les cours et même les T.D. Dans ce dernier cas, seule les luttes conduiront à imposer un rapport de force tel que nous obtenions la satisfaction de nos revendications.

3- Le statut de fait de l'étudiant d'aujourd'hui est inacceptable. Nous devons de faire de l'obtention d'un statut étudiant un de nos axes centraux de luttes, statut qui dans ses grandes lignes pourrait être le suivant (ce qui suit s'inspire de la Charte de 1946 de l'UNEF):

L'étudiant est un jeune travailleur en formation. En tant que jeune, l'étudiant a droit à une prévoyance sociale particulière dans les domaines physique, intellectuel et moral. Ceci suppose la lutte pour le maintien et le développement des œuvres (MNEF, CROUS) et leur extension aux domaines tels que le logement par exemple, système de protection dont tout jeune doit pouvoir bénéficier.

En tant que jeune, l'étudiant a le droit de revendiquer l'extension de ses droits à toute la jeunesse et l'ouverture des lieux d'enseignement à tous.

En tant que travailleur en formation, l'étudiant a droit au travail et au repos et dans l'indépendance matérielle tant personnelle que sociale; cela suppose:

- a- Le droit à l'emploi au niveau de qualification
- b- Une allocation d'études pour tous, seule garantie de l'indépendance personnelle ou sociale et seul permettant d'en finir avec le statut qui lui est fait.
- c- Des conditions d'inscriptions et d'études libres et gratuites d'une part, et d'autre part un enseignement critique basé sur la recherche et le développement des capacités intellectuelles.

d- Le droit de veto sur les sujets d'examens et le droit de contrôle sur le contenu des cours.

e- Le libre exercice des droits syndicaux et la pleine possibilité de siéger dans tous les organismes de décisions à l'université à tous les niveaux et sans barrages.

f- En tant que jeune travailleur en formation, l'étudiant et son organisation syndicale luttent contre la reproduction des discriminations racistes, sexistes et sociales à l'université, et participent par cette lutte à celles de tous les travailleurs.

g- Le libre exercice des droits syndicaux doit être garanti ainsi que les moyens de ce libre exercice: mise à la disposition de locaux dans les facultés, aide matérielle (subventions)...pour l'information des étudiants
etc...

4- Le redéploiement de l'enseignement supérieur passe aussi par l'asservissement accru des personnels enseignants et administratifs: c'est là l'objet des décrets du 9 août 1979 sur les procédures de choix et de promotion d'enseignants chercheurs limitant le rôle des élus des personnels dans l'instance nationale compétente pour la gestion des carrières; c'est aussi l'objet du décret du 20 septembre 1978 qui introduit des obstacles supplémentaires à la titularisation des enseignants non titulaires (suppression de la LAFMA). Cet asservissement passe par un contrôle renforcé des carrières des enseignants, par une remise en cause de leurs droits et de leurs participations aux décisions (remise en cause des garanties de la fonction publique).

Le pouvoir dans sa politique de redéploiement s'appuie sur des éléments conflictuels, sources de divisions, nés de la hiérarchisation des tâches et des relations de travail entre les différentes catégories de personnels; du caractère particulier des rapports entre enseignants et étudiants; de la diversité, de la disparité des statuts; de l'hétérogénéité des situations suivant les secteurs et les établissements.

Ainsi, le gouvernement s'efforce d'opposer les étudiants aux universitaires; les enseignants aux chercheurs; les membres du corps magistral aux autres corps d'enseignants; les titulaires contractuels aux vacataires; les différents secteurs ou disciplines entre eux.

Dans la lutte contre la politique du gouvernement le rassemblement des diverses catégories en prenant en charge leurs revendications multiples, en dépassant leurs contradictions par la mise en avant des intérêts communs, apparaît comme une exigence fondamentale. Il faut penser et organiser l'union entre les diverses catégories de personnels (enseignants, personnels administratif et technique) et l'union des ces personnels et des étudiants pour surmonter les obstacles et réaliser les convergences indispensables.

Mais cette union doit dépasser le cadre de l'université et se fonder sur l'insertion qui y prennent corps dans la lutte d'ensemble pour la défense des droits des travailleurs.

5- Notre syndicat, confronté aux réalités nouvelles créées par la restructuration doit impulser une réflexion collective afin de déterminer quel syndicalisme à l'université.

Il serait grave pour notre action syndicale de ne pas tenir compte de la "désyndicalisation" massive; une telle attitude contribuerait à laisser se développer l'idéologie de la désespérance.

Notre syndicat doit être un outil utilisable par tous et où tous peuvent s'exprimer (il nous faut toujours plus améliorer le fonctionnement démocratique de l'organisation).

D'autre part, n'étant pas les seuls dans la lutte, nous devons chaque fois que possible réaliser l'unité.

La stratégie syndicale proposée (et fondée sur une analyse de ce que deviennent l'université, les étudiants) est un des-moyens de faire face à la crise que traverse le syndicalisme étudiant, crise dont les symptômes les plus révélateurs sont la baisse des taux de syndicalisation et l'absence de luttes de grande ampleur face aux agressions du pouvoir (qui cette année redoublent d'intensité).

Il est nécessaire pour ne pas continuer de lutter dans la nuit, d'analyser les causes de cette crise (de reconnaître nos insuffisances et nos erreurs et d'en comprendre le pourquoi) et de déterminer les moyens d'y faire face, c'est à dire, entre autre, de reconsidérer de manière critique notre stratégie syndicale, les principes de fonctionnement de l'UNEF ainsi que le type de rapports que nous avons instauré avec les étudiants, les autres catégories sociales à l'université et leurs syndicats...

Faute d'une telle démarche collective, c'est l'UNEF qui sera tôt ou tard sanctionnée dans son incapacité croissante à mobiliser les étudiants, à unifier leurs luttes, à sortir du ghetto universitaire dans lequel cherche à nous enfermer le pouvoir.